

lars et de cents. Ces paroles font voir qu'il était alors prêt à troquer son titre de sujet anglais contre un plat de potage américain. A la même époque, on l'entendait répéter :

A maintes reprises, j'ai dit et répété que le but auquel je tends, c'est l'indépendance du Canada.

Cette question de la réciprocité commerciale fut reléguée dans l'oubli depuis le jour où le premier ministre déclarait qu'il n'irait plus tenter de négocier des traités à Washington, jusqu'à l'hiver dernier, alors que le président des Etats-Unis envoyait des délégués chargés, en réalité, de faire savoir ceci à notre Gouvernement: Il est vrai que nous vous opposons un tarif deux fois plus élevé que le vôtre; néanmoins, si vous ne nous faites pas de concessions, nous le relèverons encore de 25 pour 100. C'est alors que, délégué en secret par l'un ou par plusieurs des membres du cabinet, le rédacteur du "Globe" de Toronto se hâta d'aller rencontrer le président à Albany, d'où il fit savoir que la question était tellement urgente qu'il fallait que le ministre des Finances s'empressât de se rendre à Albany pour conférer avec le président des Etats-Unis le dimanche, et obtenir de lui que les choses restassent en l'état jusqu'à ce qu'il eût pu revenir chercher au Canada non pas le ministre des Douanes, à qui les questions de cette nature sont familières, mais le ministre des Chemins de fer et des Canaux. On ne voit pas bien ce que ce dernier pouvait bien avoir à faire avec les parfums, les noix, les fruits et les savons; toujours est-il que ces deux ministres se transportèrent en hâte à Washington où ils consentirent à une réduction de droits à l'égard de treize catégories d'articles que les Etats-Unis exportent au Canada. L'épée que l'on tenait suspendue sur nos têtes ne tomba pas.

A leur retour, ils firent rapport à la Chambre—et je considère qu'ils firent montre d'un courage sublime: on aurait dit des enfants s'amusant avec un sifflet neuf. Les temps sont changés, disaient-ils; nous n'allons plus à Washington, c'est Washington qui vient à Ottawa.

Quelle est la vérité? Le président se présente avec son gourdin et dit: "Courbez la tête ou je la fendrai avec mon gourdin." Nous avons obéi, nous avons courbé la tête, le gourdin ne s'est pas abattu et le ministre des Finances dit: "Voyez la grande victoire que nous avons remportée!" Voilà la science du Gouvernement dont les honorables membres de la droite sont si fiers.

Je ne crois pas que le peuple canadien désire que le Gouvernement, pour employer les paroles du premier ministre, fuie les commissaires américains comme il fuirait la peste. Je suis d'avis que le peuple consent à ce que les représentants du gouvernement canadien, apprennent des représentants du

gouvernement de Washington, ce que nous pouvons obtenir et à quel prix. Alors, la question devra être soumise au peuple parce que le premier ministre, avant la dernière élection, a dit qu'il n'y aurait plus de voyages à Washington, plus de tentatives en vue de conclure une convention de commerce avec les Etats-Unis. Sa dernière parole au peuple canadien a été que nous ne tenterions plus d'obtenir la réciprocité avec les Etats-Unis; aussi, avant de rien faire, il doit consulter le peuple.

Ainsi que le premier ministre le disait l'autre jour, nous comprenons tous que, si le ministre des Finances et le ministre des Douanes vont à Washington et en rapportent un traité, les représentants du peuple en cette Chambre devront le ratifier. Nous le savons fort bien, mais nous savons également que cette manière d'agir n'est guère satisfaisante. Je ne veux pas me montrer rude, mais je dirai qu'un traité, conclu à Washington par le ministre des Finances et le ministre des Douanes, que la Chambre ne ratifierait pas, serait vraiment intéressant à lire.

Je n'ai rien à ajouter au sujet de la réciprocité. Il suffira de quelques mots pour deviner ce que j'ai à dire de la marine. Je n'ai point l'intention de répéter les arguments dont je me suis servi l'an dernier en traitant cette question. On a abusé de ce procédé au cours de ce débat et il serait difficile, dans l'opinion des uns, d'établir à cet égard une distinction entre l'attitude du parti libéral et celle du parti conservateur sur cette question. Pour moi, je n'y vois aucune difficulté. Il me saute aux yeux que la différence entre les deux partis, c'est que le parti conservateur désire accorder une aide efficace pour renforcer la flotte anglaise, et que le parti libéral ne veut rien faire.

Pourquoi désirons-nous continuer à faire partie de l'empire britannique? Avons-nous quelque chose à en attendre? Presque tout le monde dit: Certainement, nous désirons continuer à faire partie de l'empire britannique. L'empire britannique étant empire de nations et de colonies qui entourent le globe avec des milliers de milles de haute mer qui séparent son centre dans diverses parties, est-il essentiel au progrès, à la prospérité et au salut de ce grand empire dont nous formons partie de maintenir sa suprématie sur l'océan? Est-il essentiel à la prospérité de cette partie de l'empire de protéger et de tenir libres les grandes voies maritimes? Est-il vrai que la marine anglaise nous protège depuis un siècle et demi et que, si nous étions attaqués demain, nous demanderions à l'empire britannique le secours de sa flotte?

L'autre jour, le premier ministre disait, pour justifier la création d'une marine: "Notre pays est baigné par l'océan Pacifique et le Japon, la Chine ou la Russie,